
 ÉTAT

De la Population de l'Espagne, et causes probables de la diminution considérable qu'elle a éprouvée plus anciennement.

Si on peut compter sur les derniers rapports faits au gouvernement, il paraîtrait que le total de la population de l'Espagne se montait, en 1787, à dix millions deux cent soixante-huit mille cent cinquante individus.

Ce nombre se compose comme suit ¹ :

Hommes non mariés.....	2,926,229
Femmes dites.....	2,753,224
Hommes mariés.....	1,947,165
Femmes dites.....	1,943,496
Veufs.....	235,778
Veuves.....	462,258
TOTAL.....	10,268,150

¹ Ces tableaux de la population de l'Espagne doivent inspirer assez de confiance, puisqu'ils sont les mêmes, à très-peu de chose près, que ceux que Bourgoing donne dans sa 4^e édition de son *Tableau de l'Espagne moderne*, tome 1^{er}, page 288. Ils

Dans ce nombre sont compris :

Le clergé paroissial, appelé <i>curas</i>	16,689
Assistans, appelés <i>tenientes curas</i>	5,771
Sacristains.....	10,873
<i>Acolitos</i> , ou aides pour assister à l'autel..	5,503
<i>Ordinados de patrimonio</i> , qui ont un patrimoine de trois réaux par jour.....	13,244
<i>Ordinados de menores</i> , avec les ordres ecclésiastiques mineurs.....	10,774
<i>Beneficiados</i> , ou chanoines des cathédrales, ou autres bénéficiers.....	23,692
Moines.....	1,617
Religieuses.....	32,500
Béates.....	1,130
Sindics qui font les collectes pour les mendians.....	4,127
Inquisiteurs.....	2,705
	<hr/>
	188,625
	<hr/>
Domestiques mâles (<i>criados</i>).....	280,092
Laboureurs journaliers (<i>jornaleros</i>).....	964,571
Paysans (<i>labradores</i>).....	907,197
Artisans.....	270,989
Manufacturiers.....	39,750
Marchands.....	34,339
Nobles (<i>hidalgos</i>).....	480,589

nous montrent au moins que les deux voyageurs ont puisé à la même source, et que M. Bourgoing a tort dans son introduction de vouloir insinuer des doutes sur la véracité de Townsend.

Parmi ces derniers, quatre cent mille quarante habitent les provinces des Asturies, de Biscaye, de Burgos, de Gallice et de Léon.

Etat des Villes, etc. suivant le dernier Rapport.

Villes, cités (<i>ciudades</i>).....	145
Bourgs (<i>villas</i>).....	4,572
Villages (<i>lugares</i>).....	12,752
Hameaux (<i>aldeas</i>).....	1,058
Fermes (<i>granjas</i>).....	815
Parcs, ou vastes enclos (<i>cotos redondos</i>)..	611
Villes dépeuplées.....	1,511
Paroisses.....	18,972
Couvens.....	8,932

*Proportion entre les Hommes et les Femmes dans
plusieurs provinces.*

	NON MARIÉS.		MARIÉS.		VEUFS.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Andalousie.	219,770	191,141	132,589	131,445	20,666	42,542
Arragon	178,762	151,009	121,711	121,095	15,262	26,229
Asturies	94,503	101,799	63,886	64,166	7,410	14,069
Castille - Vieille.	20,638	19,424	14,806	14,816	1,442	2,764
Catalogne	222,369	225,392	146,630	151,195	18,671	37,345
Gallice.	264,313	394,633	243,568	243,568	33,321	60,789
Grenade.	187,305	176,907	120,484	121,389	14,243	32,662
Madrid.	42,057	33,275	30,215	28,313	3,505	10,178
Minorque	7,763	7,213	5,441	5,441	384	1,486

Tels sont les résultats des derniers rapports faits au gouvernement. Comme dans l'année 1770, la population, d'après les mêmes documens, avait été évaluée à neuf millions trois cent sept mille huit cent trois individus, on en peut aisément conclure que, dans le cours de dix-sept ans, le nombre des habitans

de l'Espagne s'est accru de près d'un million. En 1723, il était de sept millions sept cent vingt-cinq mille; il est évident que depuis cette époque, la population a augmenté de plus de deux millions et demi. Mais les rapports faits au gouvernement ne sont pas toujours exacts, et Uztariz nous assure que le peuple, pour diminuer ses contributions en hommes et en argent, cache le montant réel de la population, et présente des rapports erronés. Il en a trouvé plusieurs qui étaient d'un cinquième, et quelques-uns même de moitié au-dessous de la vérité.

Si, de la quantité énoncée plus haut, et qui indique la population de l'année 1787, on déduisait trois cents cinquante huit mille deux cent soixante-quatre individus qui sont hors de la presqu'île, et qui habitent les îles ou les côtes d'Afrique, il nous en restera neuf millions neuf cent neuf mille huit cent quatre-vingt-six; ensuite, en considérant que l'Espagne a cent quarante-huit mille quatre cent quarante-huit milles quarrés de surface, nous trouverons à peu près soixante personnes par mille. Cette population est considérable si on la compare à celle de la Russie, mais

elle est plus que médiocre en comparaison de celle de la France. En Russie, on compte cinq habitans par mille quarré, et en France, cent cinquante-sept. L'Angleterre est, à cet égard, entre la France et l'Espagne; mais ce dernier royaume, s'il était bien cultivé et bien gouverné, pourrait être le plus peuplé de l'Europe, sans en excepter la Hollande, qui doit, à ses lois sages et équitables, une population qui se monte à deux cent soixante-douze personnes sur un mille quarré. Bernardo ¹ Ward, qui était employé dans le gouvernement espagnol, assure que dix-huit mille lieues quarrées des terres les plus fertiles de l'Espagne, y sont laissées en friche, et que plus de deux millions de personages y vivent dans l'oïveté ².

Tous les écrivains conviennent qu'à des époques reculées l'Espagne était plus peuplée qu'à présent, et plusieurs ont essayé de découvrir la cause de sa dépopulation; mais comme ils se bornent ordinairement à une, ou qu'ils indiquent rarement plus de deux

¹ Necker et Zimmerman.

² *Projecto Econ.* 1750.

ou trois de celles qui sont les plus frappantes ; il peut être de quelque utilité de rappeler ici les différentes circonstances qui ont contribué à affaiblir cette nation, jadis si puissante, et à répandre, au moins comparativement, la désolation dans une des contrées les plus fertiles de l'Europe.

1^o En 1347, la peste se manifesta avec une violence extraordinaire à Almeria. Pendant trois années consécutives, elle ravagea tellement l'Espagne, que plusieurs villes restèrent presque sans population ; et que dans toute la presque île, le nombre des habitans se réduisit au tiers de ce qu'il était avant ce désastre. C'est de cette épidémie que mourut Alphonse XI, en assiégeant Gibraltar ¹. Dans les années suivantes, ce royaume fut souvent dévasté par des fièvres pestilentiennes, venues d'Afrique, ou occasionnées par des disettes. En 1649, il périt plus de deux cent mille ames dans les provinces méridionales ; et cette partie du pays n'est presque jamais sans fièvres putrides, intermittentes ou conta-

¹ *Campomanes, Industria popular, page 168. Ponz Viage, tome VIII. cap. 5. sect. 60.*

gieuses¹. Une aussi grande étendue de terrain que celle occupée par cette presque-île, sans communication par le moyen de canaux ou de chemins, divisée en une multitude de royaumes indépendans, et partagée ensuite en provinces, dont chacune exige des droits très-considérables sur l'introduction des grains qui viennent d'une autre, doit avoir souvent éprouvé des disettes.

En effet, on a fréquemment vu une province réduite aux extrémités de la famine, tandis que les autres étaient ruinées par la trop grande abondance de blé. En 1652, il se vendait à Séville 15 s. 3 d.² le boisseau; et en 1657, il ne valait que 1 s. 4 d.³. Ce ne fut qu'en 1752, que par un sage règlement du marquis de la Ensenada, le blé put passer librement d'une province à l'autre; avant cette époque,

¹ Cette assertion de M. Townsend n'a été que trop confirmée par ces fièvres meurtrières et épidémiques, qui ont régné dernièrement pendant plusieurs années dans le midi de l'Espagne; mais le gouvernement paraît avoir senti la nécessité de prendre des mesures actives pour garantir autant que possible ces provinces du retour des pareils fléaux.

² 18 francs 30 centimes.

³ 1 franc 60 centimes.

ce commerce était prohibé, même sur des vaisseaux espagnols ¹. On sait que la peste est une suite ordinaire de la famine.

La nourriture ordinaire du pays dispose ses habitans à recevoir plus aisément les miasmes ; et la méthode suivie par les médecins, qui est d'ordonner indistinctement la saignée à tous leurs malades, ne tend qu'à augmenter le mal.

Il n'est donc pas surprenant que peu de pays aient éprouvé d'aussi grandes pertes par des maladies épidémiques, et aient été aussi fréquemment ravagés par des fièvres pestilentiennes.

2° Pendant plus de sept siècles, depuis 714 jusqu'en 1492, l'Espagne fut dévastée par des guerres continuelles entre des nations belliqueuses, qui combattaient pour la souveraineté dans le cœur même de ce pays, divisé en plusieurs souverainetés, jusqu'au mariage de Ferdinand avec Isabelle, qui unit les deux couronnes de Castille et d'Arragon, et à la conquête de Grenade qui mit fin à l'empire des Maures.

3° En 1492, Colomb ouvrit une nouvelle route à l'ambition des Espagnols, et donna

¹ *Camp. Educ. pop. ap. part. ii. p. 16.*



naissance, par la découverte de l'Amérique; à ces *émigrations* qui n'ont point eu de fin.

Avant cette époque les nobles résidaient ordinairement dans leurs terres, et lorsqu'ils n'étaient pas à la guerre, ils s'occupaient eux-mêmes de leurs affaires. Sans accumuler des trésors, plusieurs étaient en état de mettre en campagne cinq ou six mille soldats; mais lorsqu'ils eurent vu l'or et l'argent du Pérou et du Mexique, ils devinrent impatiens d'obtenir des emplois dans ces régions lointaines, et négligèrent les moyens plus lents, mais plus certains, d'acquérir de la fortune en cultivant leurs terres. Il passa aussi une si grande quantité d'individus en Amérique, que les provinces maritimes éprouvèrent une grande diminution dans le nombre de leurs habitans.

Les émigrations, lorsqu'elles ont lieu régulièrement, et dans une proportion convenable, n'affaiblissent pas un état, ni ne diminuent point sensiblement la quantité des habitans qui restent; mais si elles sont soudaines et portées au delà de certaines bornes, elles causent la faiblesse et la dépopulation d'un pays. On peut observer l'effet des premières en Ecosse, en Suisse et dans une partie de l'Alle-

magne ; celui des dernières fut sensible lors de la première découverte de l'Amérique, et a continué depuis lors à se faire sentir ¹.

4° Depuis l'avènement de Charles I^{er} ² au trône d'Espagne en 1506, ce pays fut engagé pendant plus de deux siècles dans des guerres qui ne laissèrent que de très-courts intervalles de paix, épuisèrent les trésors de l'Amérique, et firent verser le sang des sujets les plus braves, en Italie, en Allemagne, en Flandre, en Portugal et en France, dans le seul but de satisfaire la vanité des souverains et d'étendre les bornes de leur injuste puissance. Les successeurs immédiats de Charles restèrent possesseurs de l'Espagne, de Naples, de la Sicile, de la Sardaigne, de Milan, de la Franche-Comté, et des dix-sept provinces des pays-bas, outre le Portugal dont ils devinrent souverains en 1580, et leurs immenses territoires dans les deux Amériques; mais cet empire dispersé et faible en proportion de sa vaste étendue, consumait perpétuellement une quantité énorme d'hommes et d'argent;

¹ *Vide Osorio discurso universal*, adressé à Charles II, en 1686.

² Charles V, comme empereur d'Allemagne.

sans qu'il lui fût possible d'unir solidement, sous un seul commandement, des provinces aussi éloignées et aussi peu d'accord.

L'Espagne successivement en guerre avec toutes les puissances de l'Europe, enrichit ses ennemis, et s'appauvrit; parce que toutes les fois qu'elle déployait ses bannières, elle dispersait ses trésors, et après la victoire la plus brillante, elle ne manquait jamais de trouver ses forces entièrement épuisées. A la fin des deux premiers siècles qui suivirent la découverte de l'Amérique, elle fut réduite à la triste nécessité d'altérer ses monnaies; et son crédit était si bas, qu'elle donnait plus de trente pour cent pour se procurer de l'argent. Notre autorité à cet égard, est l'université de Tolède, comme le dit le comte de Campomanes dans son *éducation populaire*.

5° La cause de la dépopulation du royaume que l'on a généralement désignée comme étant la seule, est *l'expulsion des Maures* en 1613. On peut y ajouter l'expulsion antérieure des juifs, au nombre de huit cents mille, par Ferdinand et Isabelle, qui bannirent ces infidèles en signe de reconnaissance envers le ciel pour la prise de Grenade. Cette blessure

fut profonde; mais avant que la nation eût repris ses forces, bannir neuf cent mille de ses sujets les plus industrieux, fut un coup dont on se ressent encore cruellement, même de nos jours. Sous le gouvernement le plus sage, et dans les circonstances les plus favorables, il faudrait des siècles pour réparer une si grande perte.

6° En conséquence de l'expulsion des Maures, leurs *déprédations* répétées et presque continuelles, le long des côtes de la Méditerranée, rendirent les parties les plus fertiles de l'Espagne peu sûres à habiter, et leur produit précaire. Pendant le dernier siècle, le nombre des Espagnols captifs à Alger, a été environ de trente mille, et leur rançon est estimée l'une dans l'autre à mille piastres ou à cent cinquante livres sterling¹, ce qui monte en total à quatre millions et demi sterling². Ces pirates trouvent dans le produit de la rançon de leurs prisonniers, des sommes suffisantes pour équiper leurs galères³.

Le gouvernement a fait dernièrement un

¹ III. *Camp. Ap. i.* 373.

² 5,600 francs.

³ 108,000,000 francs.

traité avec les Algériens, dans lequel, suivant l'opinion du comte de Campomanes, les ministres ont montré plus de prudence que lorsqu'ils ont cherché à détruire ce nid de forbans. Son jugement est fondé sur cette maxime *divide et impera*; soutenez les Algériens, afin de pouvoir affaiblir l'empire de Maroc.

7° On doit mettre au nombre des causes de dépopulation les *changemens de gouvernement*; non par rapport au sang des meilleurs citoyens, versé dans les combats, cette perte peut se réparer dans la suite des temps, mais à cause des variations continuelles d'un mauvais gouvernement. On doit avouer qu'on peut trouver sous un gouvernement despotique, la prudence et l'équité unies aux richesses et à la puissance; mais c'est ce que l'on n'a pas encore vu en Espagne. Dans des assemblées nationales, des hommes capables peuvent présenter leurs griefs, et chercher à les faire redresser; si l'Espagne avait joui de ses cortès depuis que les lumières se sont répandues en Europe, et que les citoyens ont commencé à soutenir leurs droits¹ et à secouer les chaînes de la tyrannie féodale, elle

¹ Il faut se ressouvenir que notre auteur écrivait avant

n'aurait pas gémi aussi long-temps sous l'oppression.

Quelques griefs ont à la vérité été redressés sur les représentations du comte de Campomanes; mais leur longue durée avait produit les plus funestes effets sur le royaume. Il est donc nécessaire d'en parler; je ne citerai que les principaux, et j'appuierai ce que je dirai sur l'autorité d'écrivains estimables. Ces griefs sont relatifs aux revenus, à l'armée et à la police.

Jamais pays n'inventa un système de finance plus ruineux, ou moins favorable aux manufactures et au commerce. L'*alcavala* et ses *cientos*, qui est un impôt de quatorze pour cent sur toutes les marchandises, soit matières premières ou manufacturées, et qui se paye aussi souvent que la propriété change de mains; cet impôt, dis-je, fixé, non d'après le premier prix, mais d'après celui de la vente, et qui par conséquent augmente toujours, suffit seul pour causer une stagnation générale. L'effet en est évident en Castille, tandis

la révolution française, et dans un temps où on était bien éloigné de prévoir les excès auxquels elle entraînerait.

qu'en Catalogne et dans les provinces d'Aragon, ou Philippe V changea cette taxe contre un *équivalent*, l'industrie est générale et les manufactures y fleurissent. Le *millones*¹ qui est un impôt sur les denrées, tend à augmenter le prix du labour, et par-là devient indirectement un obstacle au commerce étranger. Des impôts aussi mal conçus et aussi onéreux, doivent nécessairement faire naître le désir de les frauder; alors à combien de vexations les marchands et les fabricans ne doivent-ils pas avoir été exposés de la part du gouvernement, sur-tout lorsque les revenus ont été loués à des fermiers, qui avec leurs employés, montaient au nombre de cent mille; ces harpies vigilantes étaient autorisées à placer leurs espions à la porte de chaque boutique, à examiner les livres des commerçans, à mettre leur sceau sur leurs marchandises, à requérir les témoignages de ceux qu'on envoyait acheter, avec l'attestation de l'acheteur lui-même, et à exiger des certificats de ceux sur qui les marchandises étaient trouvées. Les fermiers des impôts

¹ *Vide Camp. E. P. Ap. iv. page 244.*

étaient originairement des juifs, mais les richesses qu'on acquérait par les rapines, rendirent cet emploi honorable. La conduite malfaisante des fermiers exigeait hautement une réforme, et ce grief n'existe plus en Espagne. Mais que dirions-nous, si une nation plus éclairée qui se vante de sa liberté, se soumettait à une pareille oppression ?

Il est évident que les vexations mentionnées ci-dessus, tendaient à dépeupler le pays ; et Osorio, cité par le comte de Campomanes, dans son discours sur les maux que souffrait la nation, nous assure qu'ils ont produit cet effet. Il affirme que dans les villages, il n'y a pas un tiers des maisons qui aient échappé à la rapacité de ces fermiers des impôts, parce que lorsqu'il ne restait rien aux misérables paysans, ces exacteurs impitoyables saisissaient leurs maisons et en vendaient les matériaux au premier individu qui était tenté de les acheter. Cette cause de dépopulation ne fut détruite que dans l'année 1749¹.

Parmi la multiplicité des causes qui produisent ce triste effet, une des principales, et

¹ *Vide Camp. E. P. Ap. i. page 347.*

qui est une conséquence nécessaire d'un mauvais gouvernement, c'est le *manque d'un marché libre*. On a pensé que pour prévenir une augmentation trop forte du prix des denrées, le magistrat devait intervenir entre l'acheteur et le vendeur; en conséquence il fixe le prix de toutes les denrées, même du blé, et des objets manufacturés; il n'en résulte de l'avantage que pour les alguazils, régidors et notaires, car cette opération ruine l'agriculture et décourage toute industrie. Ce mal fut introduit par Philippe II, lorsque l'or et l'argent de l'Amérique eurent diminué la valeur de celui de la mère patrie; ou comme le peuple s'en plaignait généralement, lorsque toutes les marchandises s'élevèrent à un prix exorbitant. Les effets de ce système désastreux ne s'étendirent qu'au royaume de Castille; car les provinces de Catalogne, d'Arragon et de Valence qui n'y furent pas soumises, sont plus peuplées et mieux cultivées, quoique leur sol, à l'exception de celui de Valence, soit loin d'être fertile¹. Quant aux manufactures, ce fut sous le règne d'Alphonse-le-Sage, en 1256,

¹ *Vide Camp. E. P. Ap. i.* page 240, 254, 365, 418.

que les magistrats intervinrent pour la première fois, pour taxer le prix de leurs produits, et ils le fixèrent sans avoir égard à la bonté des matériaux, ou à la valeur de l'ouvrage. La conséquence fâcheuse d'une pareille coutume est frappante ¹.

Dans l'intention de maintenir les denrées à un bas prix, le gouvernement avait, jusqu'en 1765, défendu l'exportation des grains; mais pour l'honneur de l'Espagne, nous pouvons observer que ce ne fut que neuf ans après cette époque que M. Turgot engagea Louis XVI à donner à la France la même liberté dont jouissait déjà l'Espagne, et que cette mesure produisit un aussi bon effet. Les progrès de l'agriculture, l'accroissement prodigieux de la quantité des grains, et la diminution de leur prix, qui furent une conséquence de ce sage réglemeut et de la liberté accordée au boulanger pour la vente de sa marchandise, suffirent pour prouver combien la population devait avoir souffert de la restriction qui régnait auparavant.

L'ignorance et la jalousie du gouverne-

¹ Vide *Camp. E. P. Ap. iv.* page 64.

ment ne se bornaient pas à ce qui avait rapport au blé, car dirigé par les mêmes vues étroites et la même fausse politique, le roi d'Espagne à découragé, et décourage encore, l'éducation des chevaux, qui, si elle n'était pas entravée, serait une source intarissable de richesses. Les différens moyens adoptés pour donner de l'accroissement à cette branche d'industrie agricole, produisent un effet opposé. En borner le marché, c'est en diminuer le prix; obliger les fermiers à enregistrer leurs chevaux avec leur âge, leur couleur et leur taille; en exiger un rapport exact et les soumettre à des amendes onéreuses; les harrasser de visiteurs incommodes, et les laisser à la merci d'employés sans éducation; toutes ces mesures ne peuvent exciter l'industrie des cultivateurs, ni les encourager à s'occuper de la production d'un article si utile. L'intention du roi est de monter sa cavalerie à peu de frais; mais si l'on continue à vexer ainsi ceux qui élèvent des chevaux, la race en manquera et les mules les remplaceront. Ouvrez les portes, multipliez les marchés, donnez la liberté au commerce, et laissez les fermiers poursuivre tranquillement leurs diffé-

rentes opérations ; donnez à leur industrie un vaste champ ; protégez leurs personnes et leurs propriétés , et alors la sévérité des magistrats deviendra inutile.

C'est par les mêmes principes erronés qu'on à découragé les *commerçans* ou faiseurs d'affaires en blé et en bétail , dans l'idée qu'ils en faisaient hausser le prix. Cette erreur n'a pas été bornée à l'Espagne ; car, dans les statuts Anglais , on trouve des lois contre les blattiers. Cependant, faute d'intermédiaires, l'attention du fermier serait sans cesse distraite, et faute d'une prompte vente de ses denrées , il n'aurait ni assez de temps ni assez de capitaux pour conduire ses affaires d'une manière avantageuse. Ces intermédiaires facilitent les débouchés , contribuent ainsi à augmenter les productions ; mais par une singulière fluctuation de principes , tandis que l'on décourageait ainsi ces commerçans en blé et en bétail , on défendait aux manufactures de vendre en détail , de peur que cela ne nuisit au commerce des *gremios* ¹.

Avant 1750 , les *pêcheries* étaient très-

¹ Vide Camp, E. P.

découragées par la rapacité des *corrégidores*, *alcaldes*, *régidores* et autres magistrats, qui dépouillaient les pêcheurs de leurs meilleurs poissons, comme une récompense de leur peine à tenir les assises, et les ruinaient en fixant un prix trop bas. Je parlerai de ces griefs, en traitant de la pêche de Carthagène.

Depuis l'avènement de la famille actuellement régnante, une sage politique a engagé à établir des casernes. Avant le commencement de ce siècle, les militaires étaient logés dans les maisons des paysans. En 1686, Osorio représenta qu'on avait détruit la plupart des villages en Espagne en y mettant des soldats en quartier. On peut aisément le concevoir, lorsqu'on saura que le salaire des militaires n'était nullement une paye régulière.

Je traiterai de la *police*, en décrivant Cadix et Malaga; il suffit d'observer ici que comme les *régidores* ont acheté leur place, ils doivent naturellement chercher à s'indemniser; et quoique les députés et les syndics aient une autorité égale à la leur, et soient à présent élus par le peuple, ce n'est que depuis 1766, que ce palliatif à été imaginé.

Le peuple étant ainsi par-tout pillé et opprimé, ne pouvait ni s'accroître ni multiplier comme sous un gouvernement équitable.

8° Les *couvens* ne sont en aucune manière favorables à la population. Ceux d'Espagne sont au nombre de huit mille neuf cent trente-deux ; ils contiennent plus de quatre-vingt-quatorze mille moines ou religieuses, et les personnes vouées par leurs vœux au célibat, ne sont pas beaucoup au-dessous de deux cent mille. Cependant cette surabondance de faibles, peut-être considérée non comme la cause, mais comme l'effet de la décadence du pays ; car leur nombre est fort augmenté par la stagnation du commerce. L'université de Tolède, dans un mémoire présenté à Philippe III, au commencement du dix-septième siècle, se plaint de ce qu'il n'y a pas eu un dixième du nombre ordinaire des mariages ; et que dans quelques provinces, pendant que le commerce y fleurissait, on disait : *Quien ha oficio, ha beneficio* ; celui qui a un commerce a le meilleur bénéfice ; tandis qu'à présent, tous les parens, redoutant la pauvreté et la misère attachés au commerce, sont enclins à élever leurs enfans pour en faire des moines,

des religieuses et des prêtres, ou même à les exposer à périr dans leur enfance. Quelques-uns des meilleurs auteurs Espagnols qui ont écrit sur l'économie politique, se sont déclarés contre la multiplication des couvens; et les cortès, avec le consentement de Philippe IV, ont décidé, vers le milieu du dernier siècle, qu'on n'en bâtirait plus; mais comme l'opinion générale est plus puissante que les lois, cette résolution est restée sans effet. Une fois établis, ils ne sont pas aisément supprimés, à cause des messes innombrables qui doivent se dire journellement pour les ames en purgatoire.

9° Les fêtes multipliées tendent à dépeupler un pays. Benoît XIV en diminua le nombre dans ses états temporels, et recommanda une pareille réduction à son clergé. En conséquence, dans le diocèse de Tolède, les habitans n'ont pas maintenant plus de quatre-vingt-treize fêtes générales, sans comprendre les fêtes spéciales de chaque paroisse et des maisons religieuses, qui dans toutes les villes augmentent le nombre des jours inutiles. Si nous y ajoutons les fêtes occasionnelles de combats de taureaux, et les lundis réclamés

par les apprentis et journaliers pour leurs récréations, nous diminuerons considérablement le nombre des jours ouvrables; alors même nous serons encore obligés de faire une réduction sur le temps du travail, parce qu'il est rare que toutes les heures y soient employées; de manière que si on porte en compte les heures d'oisiveté, on verra qu'il n'en reste pas plus d'un tiers, et peut-être même plus d'un quart pour le travail. Comment donc serait-il possible de supporter la concurrence avec des nations plus laborieuses¹.

10° Le *droit de parcours* tend à dépeupler un pays. Les pâturages et le labour doivent toujours être unis. La même quantité de terre, qui, en vaine pâture, n'exige que le travail d'une seule famille, donnerait de l'occupation à vingt ou même à quarante si elle était cultivée. En Espagne, depuis 1350, époque à laquelle la peste emporta les deux tiers des habitans, les lois de la *Mesta* ont mis une différence fâcheuse entre le berger et le laboureur, en empêchant l'un de tirer le moindre avantage de l'autre; de manière que sous la sanction d'un code particulier, cinq millions de

¹ *Vide Camp. E. P.* page 274.

moutons empêchent non-seulement d'enrichir les terres sur lesquelles ils se nourrissent, mais mettent un obstacle à ce qu'on les cultive. Indépendamment des troupeaux de mérinos, plusieurs grands propriétaires ont laissé des villages tomber en ruines, pour avoir changé leurs terres en pâturages.

11^o Le manque d'un *code rural*, est encore une source de dépopulation. Avant qu'on eût enlevé les provinces méridionales à la domination des Maures, l'état de division et de bouleversement de la péninsule, obligeait les paysans à chercher un refuge dans les villes, ou du moins à réunir plusieurs villages pour leur défense mutuelle; c'est pourquoi on voit rarement dans les provinces méridionales de l'Espagne, des fermes isolées, séparées et éloignées des villes. Les villes et les villages furent bâtis dans les endroits les plus fertiles, et il restait entr'eux de vastes espaces de terre peu susceptibles de culture. Lorsque la peste de 1347 eut répandu la désolation dans le pays, plusieurs villes et villages tombèrent en ruines; aussi la distance entre ceux qui restèrent fut-elle considérablement augmentée. On peut attribuer à cet événement le terri-

toire étendu qu'un grand nombre de villes possèdent autour d'elles, qui est quelquefois de dix à quinze milles de diamètre, et dont les extrémités sont par conséquent trop éloignées de l'habitation des fermiers pour qu'il soit possible de les cultiver. On voit près des villages des vignes, des oliviers, des figuiers et des grains; mais au delà tout est nud et désert.

Avant la conquête de l'Espagne sur les Maures, lorsque les princes chrétiens conçurent le projet de faire la guerre à ces infidèles, ils invitèrent la grande noblesse des autres contrées, et leurs grands vassaux, à se joindre à eux. Plusieurs d'entre ceux-ci pouvaient mettre en campagne cinq à six mille vassaux, et s'engageaient à les entretenir, au moins jusqu'aux frontières, à leurs dépens. Mais comme la plupart étaient réellement de petits souverains indépendans, le prince était obligé de les flatter, et ne pouvait les engager à se ranger sous ses drapeaux, que par l'espérance de faire des conquêtes pour leur propre compte; ce seul motif les décidait à le suivre, et c'est de-là qu'ils ont acquis par les armes, des villes et des villages, avec des districts très-étendus.

A des époques subséquentes, la grande noblesse prenant avantage de la minorité de ses souverains, soit en prétendant elle-même à la régence, soit en causant de l'embarras aux régens, extorquait des parties considérables des domaines du roi, telles que des villes et des villages, avec le pays adjacent que ces nobles transmettaient à leur postérité.

Plusieurs de ces immenses propriétés ont été réunies par des mariages; de manière que trois grands seigneurs, les ducs d'*Osuna*, d'*Alba* et de *Medina-Cæli*, possèdent presque toute la province d'Andalousie, et le dernier réclame par héritage la plus grande partie de la Catalogne.

De pareilles possessions, qui passent par substitution, sont loin de favoriser la population, sur-tout lorsque le propriétaire ne réside jamais dans ses terres; et comme il est souvent gêné pour trouver des ressources, il a peu d'inclination et encore moins de possibilité de faire des changemens avantageux pour ses héritiers.

12° A ce manque de paysans, on peut ajouter celui de *riches fermiers*. J'ai déjà remarqué en parlant de la cour, que la plu-

part des grandes propriétés, sont en administration, c'est-à-dire, cultivées par des économes pour le compte du seigneur, et que par conséquent elles produisent peu. Les fermiers payent ordinairement la rente en denrées; ainsi, quand une mauvaise récolte rend les blés chers, le fermier est ruiné: aussi est-il difficile à un fermier de se charger d'une ferme avec des capitaux suffisans pour la conduire. Il est prouvé en agriculture que pour tirer un parti avantageux d'une propriété, il faut un capital au moins égal à cinq fois la rente; mais en Espagne, on n'en trouve guère de pareils. Cependant si on exécutait ce que le comte de Campomanes a cherché depuis long-temps à établir, c'est-à-dire, un code rural; si on permettait, comme il l'a proposé, à chaque individu de cultiver la quantité de terres incultes qu'il lui plairait, sans une concession spéciale du propriétaire, et d'en jouir comme un fermier en en payant une rente égale à sa valeur avant cette amélioration, ces terres cultivées formeraient par la suite une métairie et une ferme, et par conséquent, la population s'accroîtrait.

13° *Les manufactures et monopoles du*

gouvernement, ont une influence funeste sur la population ; car aucun entrepreneur particulier ne peut entrer en concurrence avec son souverain ; et par-tout où il y a un grand monopole, le commerce ne prospérera jamais. Le monarque Espagnol a des manufactures de draps, à Guadalajara et à Brihuega :

De Porcelaine, au palais de Buen-Retiro ;

De cartes, à Madrid et à Malaga ;

De glaces, à Saint-Ildefonse ;

De papier, à Ségovie ;

De poterie, à Talavera ;

De salpêtre, à Madrid et ailleurs ;

De bas, à Valdemoro ;

D'épées, à Tolède ;

De tapisseries, à Madrid ;

De tissu d'or, à Talavera ;

Il a le monopole de l'eau-de-vie, des cartes, de la poudre à tirer, du plomb, du mercure, de la cire à cacheter, du sel, du soufre et du tabac.

14° On peut ajouter encore, comme une cause de la dépopulation, le *préjugé national* contre le commerce. Lorsque les juifs étaient marchands, et que les arts mécaniques étaient abandonnés aux Maures, ou au plus

bas peuple, les grands ou nobles n'ambitionnaient que les honneurs militaires. Après la conquête de Grenade, les Maures continuèrent à avoir les principales manufactures; ils excellaient dans la culture des terres. Lorsqu'ils furent bannis ainsi que les juifs, ils laissèrent un vide que le fier Espagnol était peu disposé à remplir, accoutumé depuis des siècles à l'exercice des armes, et regardant avec dédain les occupations mécaniques; l'aversion qu'elles lui avaient inspirée fut augmentée par sa haine et son mépris pour ceux qu'il avait été accoutumé de voir s'en occuper. On lui avait appris de bonne heure à regarder le commerce comme déshonorable; et soit qu'il fréquentât le théâtre, ou qu'il prêtât l'oreille aux discours de ses orateurs, il ne pouvait qu'être confirmé dans son opinion. Aujourd'hui même, plusieurs individus qui se targuent de la noblesse de leurs ancêtres, aimeraient mieux mourir de faim que de travailler, et sur-tout que d'exercer une profession qui, suivant leurs préventions, les dégraderait et les ferait déroger à leur noblesse.

Nous ne devons pas croire que les Espa-

gnols soient naturellement indolens ; ils sont remarquables par leur activité, capables des exercices les plus rudes, et patients dans la fatigue ; si donc ils sont inactifs, on doit en chercher la cause ailleurs que dans leur caractère : une des principales est certainement le préjugé national.

15° Qu'il me soit permis d'exposer ici une des causes de la dépopulation de l'Espagne, qui m'a été indiquée par un Espagnol, car je n'ai pas eu moi-même l'occasion d'en apercevoir aucune trace. Il est reconnu par le comte de Campomanes, qu'il existe un préjugé national contre *l'établissement des étrangers en Espagne*. En 1623, on permit aux étrangers de se faire naturaliser, et de prendre des fermes, ou d'exercer des arts mécaniques, pourvu qu'ils se fixassent à la distance de deux lieues des côtes ; mais comme très-peu d'étrangers, peut-être même aucun, ne se prévalurent de cette indulgence, le roi actuel étendit ce privilège, en 1773, à tous les marchands, et leur permit d'habiter tous les ports quelconques. On sait que les Espagnols ont peu de communication avec les autres nations, car ils ne quittent guère leur

pays que pour aller en Amérique ; et peu d'étrangers passent dans cette presque île ; cette espèce d'isolement fait que les arts, les sciences et les manufactures n'y ont pas fait des progrès, et y paraissent être en arrière au moins d'un siècle, de celles du reste de l'Europe. En 1655, D. Francisco Martinez de Mata, auteur de beaucoup de réputation, se plaint dans son septième discours sur la dépopulation de l'Espagne, de ce que cent vingt mille étrangers qui travaillaient à meilleur marché et mieux en apparence que les gens du pays, avaient eu la permission de se répandre dans le royaume ; qu'ils y étaient entrés pauvres ; mais qu'ils avaient su, par leur habileté et leur industrie, acquérir de grandes richesses, et s'étaient retirés chez eux chargés d'or. Il affirme qu'ils emportaient avec eux annuellement plus de huit cent mille livres, ou sept millions trois cent vingt mille ducats ; mais il oublie de dire que ces hommes ne faisaient que remplir le vide occasionné récemment par l'expulsion des Maures, et s'adonnaient à des occupations que les fiers Espagnols dédaignaient. Il recommande de faire l'aumône aux étrangers, mais de ne pas leur

donner de l'ouvrage; et pour appuyer ses conseils, il raconte l'histoire d'un maréchal Espagnol, comme un exemple à suivre. Cet homme était allé à Paris pour y travailler de son métier; mais étant menacé d'être mis à mort s'il se hasardait à exercer son art, il se retira à Bordeaux, espérant y éprouver une réception plus hospitalière; mais arrivé là, on lui fit couper un bras, afin qu'il fût hors d'état de travailler, et on le priva ainsi du moyen de gagner sa vie¹.

16° La *persécution* est une grande cause de la dépopulation, et a empêché, comme le préjugé contre les étrangers, plusieurs sujets utiles de devenir membres de l'état. Il serait trop long d'énumérer tous les avantages attachés à la tolérance. De même que sans une religion établie, les pauvres seraient négligés, et que les villages courraient au moins le risque de perdre toute connaissance de la divinité; de même sans la tolérance, il ne peut y avoir de concurrence, ni par conséquent d'émulation, sans laquelle le zèle languit et les mœurs se détruisent; et ainsi dans la suite

* *Camp. E. P. Ap. 4*, page 184.

des temps, les vérités les plus importantes finissent par être entièrement oubliées.

Le bon évêque d'Oviédo, s'affligeant sur les mœurs du temps, se consolait au moins par la persuasion que, grâce au zèle de l'inquisition et à son autorité, il n'y avait point d'infidèles en Espagne. Quant à moi, je suis persuadé qu'on en trouvera un plus grand nombre au milieu de l'engourdissement de l'ignorance en Espagne, qu'au milieu de l'activité des sciences en Angleterre et en France.

Toutes les nations éclairées de l'Europe, ont au moins reconnu la folie de la persécution. Elles semblent persuadées que l'affluence des étrangers, avec leurs biens, leurs connaissances et leur industrie, est proportionnée à l'étendue de la tolérance. On convient généralement qu'ils contribuent à enrichir un pays, et qu'en augmentant la masse du peuple, ils rendent plus puissante une contrée dans laquelle tous les citoyens sans distinction jouissent de la liberté civile et religieuse¹.

¹ Il est bien reconnu que la tolérance est un bienfait dont tout bon gouvernement doit faire jouir ses sujets ; mais les Espagnols sentent peu cette vérité, puisqu'ils ont tant de peine à accorder un coin de terre pour ensevelir

17. *L'or et l'argent d'Amérique*, au lieu d'animer le pays et d'exciter l'industrie, au lieu de donner de la vie et de la vigueur à toute la communauté par l'accroissement des arts, des manufactures et du commerce, ont produit un effet opposé, et ont amené la faiblesse, la pauvreté et la dépopulation. Les biens qui proviennent de l'industrie, ressemblent à un fleuve large, mais tranquille qui, coulant silencieusement et sans presque se faire apercevoir, fertilise toute la contrée qu'il traverse; mais les trésors du nouveau monde, se précipitant comme un torrent, se sont fait voir, entendre, sentir, et même admirer; cependant leur premier effet a été de ruiner et désoler l'endroit sur lequel ils ont afflué. Le choc fut soudain, et le contraste trop violent. L'Espagne avait une surabondance d'espèces, tandis qu'en comparaison les autres nations étaient dans la plus extrême misère. Le prix du travail des manufactures et des denrées, se proportionna à la quantité d'argent en cir-

le corps mort d'un réformé. Il y a cependant à Alicante un petit cimetière, fermé de murs, réservé aux protestans; mais il ne leur est permis d'y enterrer leurs morts que de nuit, et sans flambeaux.

culation. La conséquence est facile à apercevoir : l'industrie fit des progrès dans les contrées les plus pauvres, et elle déclina dans celles qui étaient riches; toutes les manufactures y tombèrent en décadence. Tout y fut apporté du dehors, et jusqu'au commencement du siècle actuel, l'Espagne acheta de la Hollande tous ses soldats, ainsi que ses mâts et ses cordages; de la France, ses agrets; de l'Angleterre, ses munitions, et des Génois, jusqu'à ses gallions ¹.

Cette cause de dépopulation, combinée avec toutes celles dont nous avons parlé ci-dessus, devint plus désastreuse pour la prospérité de l'Espagne, que si les autres circonstances eussent été plus favorables. Si le pays eût été plus peuplé et mieux gouverné; si la paix y eût régné; s'il eût été bien cultivé; si les manufactures y eussent fleuri; si les couvens y eussent été récemment détruits et les fêtes abolies; si l'émigration eût cessé, et si les étrangers y eussent abondé avec leur industrie et leurs talens; seulement alors ces richesses eussent pu donner une nouvelle vigueur à la nation. Mais au lieu de ce bon

¹ Voyez Martinez de Mata, *Discurso* 8.

effet, on dota un grand nombre de couvens; on multiplia les fainéans, et cette surabondance soudaine de principes vivifiants, produisit un engourdissement qui se termina par une maladie politique, semblable à celle qui, dans de pareilles circonstances, affecte le corps humain. Aujourd'hui même la valeur des espèces étant d'environ six pour cent moindre en Espagne que dans les autres pays, cette différence opère précisément dans la même proportion contre ses manufactures et sa population.

18. Parmi les causes de dépopulation, le comte de Campomanes reconnaît les *corporations* ¹ avec des privilèges exclusifs qui gênent les gens industriels, les empêchent de se vouer à ces arts mécaniques pour lesquels ils se sentent de l'aptitude, et établis-

¹ On a bien senti tous les inconvéniens de ces corporations en France; aussi les y a-t-on entièrement abolies : peut-être a-t-on été trop loin, car il suffit maintenant qu'un ouvrier menuisier, charpentier, mâçon, etc. ait de quoi acheter quelques outils et payer une patente, pour qu'il se croie maître dans son art, avant même qu'il ait fait un apprentissage suffisant pour en connaître tous les principes.

sent des monopoles qui font tort à tout le pays.

En Espagne, les privilèges sont certainement nuisibles à un degré dont ne peuvent se faire d'idée ceux qui n'ont pas été témoins de pareils abus. Toutes les compagnies de commerçans ou *gremios* se sont formées en associations religieuses; quelques-unes sont créées par l'autorité royale, et avec des lettres-patentes; d'autres, par la connivence de la couronne; mais toutes par une violation des lois.

Chaque association est gouvernée par un *mayor* et des commissaires, qui font des lois, jugent les coupables, et prétendent, dans plusieurs cas, être exempts des tribunaux publics de leurs pays. Il n'y a que les membres de ces communautés qui puissent exercer ces arts mécaniques, ou être intéressés dans ce commerce: pour y être admis comme membre, on paye une forte somme, et ces associations sont une source annuelle de dépense pour chaque individu.

Ce n'est pas cependant le plus grand mal; mais le *mayor* et ses officiers, pendant leur année de service, non-seulement négligent leurs affaires, mais la vanité et l'ostentation

les induisent à faire des dépenses qui ruinent leur famille, ou du moins les gênent extrêmement eux-mêmes dans leur commerce.

Ces corporations une fois établies, leurs lois oppressives ont banni tous les arts mécaniques des petites villes et des villages. Elles ont aussi étendu leur monopole dans les grandes cités, en limitant le nombre d'individus qui pouvaient s'occuper de chaque branche d'industrie, et en fixant, dans des bornes peu raisonnables la résidence de ceux qui y sont intéressés. Elles opérèrent cet effet en assignant la distance d'une boutique à l'autre, sous prétexte que deux boutiques vendant les mêmes marchandises, ne devaient pas être trop rapprochées, de crainte de se faire tort l'une à l'autre; ou bien en rassemblant dans une même rue ou dans un même quartier tous les artisans de la même profession, comme les orfèvres, e.c., sous le prétexte plausible que de cette manière le magistrat pouvait plus aisément surveiller leurs ouvrages, et le titre des maîtres qu'ils travaillaient.

Dans plusieurs cas, les différens *grémios* se nuisent les uns aux autres. Ainsi, par

exemple, le charpentier ne peut pas exercer son industrie sur de l'acajou, ou tout autre bois que du sapin, et il ne peut non plus faire aucun ouvrage qui appartienne au tourneur. Le tourneur, de son côté, doit borner son industrie et son travail à des bois doux, et ne doit pas se hasarder à travailler l'ivoire, ni aucun métal, lors même qu'il serait réduit à la pauvreté par le manque d'ouvrage. De même le charron ne peut pas, dans une pareille détresse, quelle que soit son habileté, étendre ses opérations au delà des bornes prescrites, et empiéter sur les ouvrages du faiseur de carrosses, qui ne peut pas non plus raccommoder des roues de chariots d'aucune espèce. Le barbier doit raser, arracher des dents et saigner; mais il ne peut pas occuper ses momens de loisir à faire des perruques. De même que les mécaniciens sont obligés de s'en tenir à leur art, les marchands se bornent aux seuls articles de leur commerce, et les fabricans ne peuvent, sous aucun prétexte, prétendre ouvrir un magasin et vendre en détail.

Mais ces abus ne sont pas les seuls qui demandent à être réformés. Plusieurs corpo-

rations se sont ingérées, mal à propos, de lier les mains des manufacturiers par des réglemens concernant leur conduite dans les affaires et les productions de leur art; réglemens qui, s'ils étaient rigidelement observés, empêcheraient toute amélioration, et détruiraient le commerce, en donnant aux étrangers un avantage manifeste pour leurs marchandises.

Dans les royaumes de Castille et d'Arragon, les associations enregistrées sont au nombre de vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-un, et leurs dépenses réunies se montent à environ onze millions six cent quatre-vingt-sept mille huit cent soixante-un réaux. Leur revenu n'est pas tout employé en repas, en salaire des officiers, en pensions pour les veuves, ni même en procès qu'on dit être nombreux et fort coûteux; mais des sommes considérables sont dépensées pour faire dire des messes, soit pour les ames qui viennent de quitter ce monde, soit pour celles qui sont en purgatoire, soit pour la prospérité de l'association dans laquelle chaque individu a un intérêt proportionné. Cette circonstance fait que ces communautés jouissent de la pro-

rection des cours ecclésiastiques auxquelles, dans des cas de nécessité, elles appellent fréquemment.

Ces corporations patentées prétendent à un privilège exclusif par une concession royale; et sous ce prétexte, elles résistent à toute réforme, sans considérer, comme le comte de Campomanes le remarque fort bien, qu'une condition essentielle de ces concessions est *sin perjuicio de tercero*, c'est-à-dire qu'elles ne doivent rien contenir qui puisse être *préjudiciable à un tiers* ou faire tort aux citoyens en général.

19° Les *lois somptuaires* peuvent être rangées de même parmi les opérations qui entravent les manufactures et contribuent par-là à la dépopulation d'un pays. C'est Montesquieu qui applique cette remarque à l'Espagne, et les faits prouvent la vérité de son observation; si on avait abandonné le choix des habillemens au goût et au caprice des habitans, un grand nombre de leurs manufactures, qui maintenant sont perdues, auraient été soutenues par la certitude d'un prompt débit.

20° Si toute l'Europe était restée au même

niveau qu'au quinzième siècle, les causes de dépopulation citées ci-dessus, n'auraient pas été si vivement senties en Espagne; mais malheureusement pour ce pays, elles lui sont devenues plus funestes encore par l'accroissement de l'industrie, et par conséquent de la prospérité des nations rivales, dans lesquelles les couvens furent abandonnés, les fêtes nombreuses abolies; où les étrangers purent affluer, où les propriétés avaient été depuis long-temps plus également divisées, et où le commerce nouvellement introduit, introduisait la puissance et les richesses. Ces nations s'élevaient et s'agrandissaient à mesure que leur liberté civile, religieuse et commerciale s'établissait. Semblable au chêne majestueux qui étend son ombrage jusque sur les faibles arbrisseaux qui l'entourent, elles ne permirent point à l'Espagne de s'élever.

Si on suppose toutes les nations également bien gouvernées, et jouissant du même degré de liberté civile, commerciale et religieuse, les richesses et la prospérité de l'une, s'étendraient également à toutes. Mais si une nation continue à être libre, en pleine possession de la confiance et du crédit public, tandis qu'une

autre gouvernée par un pouvoir despotique, soumise au caprice d'un monarque faible, ou d'un ministre inepte, se trouve par conséquent dénuée de toute confiance et de tout crédit public, on verra la première croître en opulence et en pouvoir, tandis que l'autre déchoira, et les hommes libres feront la loi aux esclaves.

Avec tant de causes de dépopulation, ce fut en vain, qu'en 1623, Philippe IV chercha à encourager les mariages par une prime spéciale; en vain accorda-t-il la jouissance pendant quatre ans de tous les privilèges de la noblesse à tous les nouveaux mariés; en vain priva-t-il les nobles de leurs privilèges, s'ils étaient encore célibataires à l'âge de vingt-cinq ans; et en vain offrit-il pour la vie, toutes les exemptions dont jouit la noblesse à tout homme père de six enfans : mais si le peuple profitait de la crise actuelle pour bannir ses inquisiteurs et recouvrer sa liberté; si, heureux de posséder une des plus fertiles contrées de la terre, les Espagnols savaient mettre des bornes à leur vaste empire et fixer les limites de leur ambition à leur péninsule et y cultiver les arts de la paix; s'ils chérissaient

l'industrie, abolissaient les ordres monastiques, diminuaient le nombre de leurs fêtes, établissaient un code rural, et secouaient les fers qui entravent leur commerce, on peut, en considérant le sol, le climat, l'abondance d'eau, les productions naturelles, les rivières, les ports et la situation locale de ce royaume, se hasarder à affirmer qu'il n'y a pas de pays de la même étendue qui put être plus peuplé, plus riche et plus puissant que l'Espagne. Qu'elle ait une fois son véritable intérêt en vue, et toute l'Europe se réjouira de sa prospérité.

DES MINISTRES D'ÉTAT,

ET DE QUELQUES INDIVIDUS EN PLACE.

AVANT de quitter Madrid, je dois donner une légère idée des ministres d'état, et de quelques-uns des principaux personnages de la cour, en commençant par exposer le changement opéré dans la forme du gouvernement.

On sait que le gouvernement était féodal, que l'Espagne jouissait de la protection de ses cortès, et que le pouvoir du monarque était circonscrit par les lois. A présent il n'y a pas de souverain plus absolu.

La transition d'un de ces régimes à l'autre, forme une époque mémorable dans l'histoire de l'Espagne; mais elle exigerait pour être développée d'une manière précise, plus de temps que ne peut en donner un voyageur. Si j'ai l'occasion de reprendre ce sujet, je m'efforcerai de montrer que cette contrée, comme toutes celles qui ont perdu leur li-

berté, fut ruinée par l'ambition démesurée et les injustes prétentions des grands. En travaillant à abaisser le monarque et à opprimer le peuple, ils se sont anéantis eux-mêmes, ils ont perdu leur pouvoir et sont devenus de parfaits zéros, rassemblés autour de leur souverain comme des prisonniers ou des domestiques, et non comme des colonnes faites pour soutenir un trône.

Cependant si ce changement dans la forme de leur gouvernement les avait finalement conduits à un système plus parfait, il aurait produit beaucoup de bien pour la communauté; car pendant les temps féodaux, l'autorité suprême n'était pas réglée par des principes sages et raisonnables. Le pays fut pendant plusieurs siècles divisé et subdivisé en de nombreux royaumes; quelques-uns faisant profession de christianisme, d'autres dévoués aux doctrines et aux préceptes de l'Alcoran. Les sujets de ces derniers, c'est-à-dire, des princes mahométans, accoutumés depuis longtemps au pouvoir despotique, n'avaient ni l'habileté, ni le désir de conquérir leur liberté; et les sujets des premiers, ou plutôt leurs chefs militaires, ignorant complètement les prin-

cipes qui font la base d'un gouvernement, n'auraient jamais pu être amenés à une juste subordination ou à l'obéissance que méritent des lois équitables. Les nobles orgueilleux, descendans des Goths et des Vandales, frémissaient à l'idée de la soumission, tout en opprimant leurs vassaux; et non-seulement ils se faisaient la guerre les uns aux autres, comme des princes indépendans, mais toutes les fois qu'ils se croyaient vexés, même par leur souverain, ils le menaçaient avec hauteur.

Comme parmi les tributs gothiques, chaque chef aventurier était obligé de consulter ses officiers, qui suivaient ses étendards, non par obligation, mais par goût; de même lorsqu'au moyen des conquêtes dues à leur valeur commune, ce chef parvenait à la tête de l'empire, et que ces officiers devenaient ses *barons*, il continuait à demander leur avis dans toutes les occurrences, particulièrement lorsqu'il s'agissait de paix ou de guerre. Mais lorsqu'il avait besoin d'un secours pécuniaire, il s'adressait, comme de raison, à des villes commerçantes, il les invitait à envoyer leurs députés, pour s'assembler avec les barons, assistés des

officiers de la cour, afin de délibérer sur la convenance des mesures qu'on soumettrait à leur considération. C'est ainsi que les communes furent introduites pour la première fois dans les cortès d'Arragon en 1133, et dans ceux de Catalogne en 1283, afin de voter pour des secours pécuniaires. Quant aux *ecclésiastiques*, ce ne fut, au moins en Arragon, qu'au commencement du quatorzième siècle, qu'ils furent invités à assister aux cortès.

C'était là les trois ordres qui composaient en Castille le grand conseil du royaume ; le premier était composé des grands, de la noblesse titulaire, et de ceux d'entre les guerriers qui pouvaient prétendre à cette distinction, au moyen de leurs ancêtres ; les évêques et archevêques composaient le second ; et les députés des communes le troisième. Les derniers venaient comme représentans des royaumes de Burgos, Léon, Grenade, Séville, Cordoue, Murcie, Jaen et Tolède ; des cités de Valladolid, Ségovie, Salamanque, Avila, Toro, Zamora, Cuença, Soria et Guadalajara ; du village de Madrid, et dans les derniers temps de la Gallice, sous la dénomination d'une cité.

Lorsque les cortès s'assemblaient, le roi assis sous un dais et entouré du conseil suprême de Castille, les informait de la raison pour laquelle il les avait fait convoquer, et fixait les différentes matières qui devaient faire le sujet de la discussion. Un des députés de Burgos, répondait, comme orateur, qu'ils étaient disposés à servir sa majesté, et demandait la permission de s'assembler avec le président de son conseil, pour délibérer sur les propositions soumises à leur examen. Les chambres s'assemblaient alors, et considéraient séparément qu'elle réponse il était convenable de faire; et après une courte délibération, et s'être communiqué réciproquement leurs résolutions, elles transmettaient au roi leur détermination finale. Les communes faisaient connaître en même temps leurs griefs et demandaient qu'on y portât remède; en conséquence le roi faisait les réglemens que lui dictait la prudence et qu'exigeait le besoin du moment.

En Arragon, outre les *ricos hombres* ou les nobles, les ecclésiastiques et les communes, les chevaliers ou *hidalgos*, constituaient un quatrième ordre dans les cortès. Ces as-

semblées des états paraissent avoir été plus nombreuses que les cortès de Castille. Outre l'archevêque de Saragosse, et les évêques du royaume, plusieurs abbés et prieurs prétendaient au droit d'être consultés, et vingt-neuf cités, communautés et villes envoyaient des députés à la chambre des communes. Telles étaient les cités de Saragosse, Huesca, Tarazona, Jaca, Balbastro, Catalayud, Daroca et Ternel; et les villes de Fraga, Montalvan, Mouzon, Sariñena, S. Esteban de Litera, Tamarite, Magallon, Bolea, Alguezar, Ainsa, Loharre, Mosqueruela, Murillo, Berbegal, Almudevar, Alagon et Canfrane. Mais les députés de Exca, Tauste, Uncastillo, Sos et Sadava prenaient leurs places parmi les *hidalgos*.

Ces états convoqués par un ordre royal, ne continuaient leur session que pendant quarante jours; après quoi l'assemblée était dissoute; mais dans l'intervalle les cortès se trouvaient également dissous si le souverain s'absentait sans les avoir prorogés. Lorsqu'ils étaient assemblés, l'archevêque de Saragosse, comme président, s'adressait au roi, assurait sa majesté de la fidélité des cortès, et lui dé-

clarait qu'après une mûre délibération, ils prendraient les résolutions les plus convenables au service de Dieu, du roi et de son royaume. Ces cortès faisaient des lois, accordaient des subsides et donnaient leur sanction à la guerre ou à la paix.

En Catalogne, comme en Castille, ces cortès étaient composés de *trois états*, ou comme les Espagnols les appellent de *trois bras*. Le bras ecclésiastique comprenait l'archevêque de Tarragone président, huit évêques, vingt-deux abbés mitrés, neuf syndics des cathédrales de la province, avec le grand prieur et le châtelain d'Amposta. Le bras militaire comprenait le duc de Cardona président, tous les comtes, vicomtes, barons, nobles titulaires, et chevaliers de la première qualité. Les syndics ou représentans de Barcelone, Girone, Lérida, Tortose, Cervera, Balaguer, et de vingt-quatre bourgs royaux, composaient le troisième état, ou comme on l'appelait le bras royal, *brazo réal*.

Dans la Navarre, les cortès ressemblaient à celui de Castille.

Il paraît, par le cinquième article des observations de la *santa junta*, que les mo-

narques qui cherchaient continuellement à étendre leurs prérogatives et leur pouvoir, avaient, en donnant à propos des places et des pensions, réussi à conserver, dans l'assemblée populaire, une influence due à la corruption; car ainsi que nous l'avons déjà vu dans la description de Tolède, la *junta* insistait pour que les représentans des communes fussent payés par leurs commettans et n'acceptassent ni places ni pensions de la couronne.

Cependant, malgré tout ce qu'on pouvait offrir à l'avarice ou à l'ambition de leurs membres, les cortès, toujours incommodes dans la représentation de leurs griefs, et difficiles à ménager, occasionnaient de tels embarras aux rois et à leurs ministres, que ceux-ci peu désireux d'écouter leurs plaintes, ne s'adressaient que le plus tard possible à une assemblée difficile à manier, et il n'y avait que la plus absolue nécessité qui put leur arracher une proclamation pour les assembler.

Charles V, dans la personne duquel furent réunies les deux couronnes de Castille et d'Arragon, avait été facilement reconnu par les cortès de l'un et l'autre royaume; ceux de

Castille lui accordèrent de l'argent; mais ceux d'Arragon refusèrent toute concession jusqu'à ce qu'on eut redressé leurs griefs. Les cortès de Catalogne avaient suivi l'exemple de ceux d'Arragon. Cette résistance se changea en une guerre civile, et les propositions de paix présentées, portaient que les cortès s'assembleraient une fois tous les trois ans pour consulter sur les affaires publiques. On se battit pour cela; mais l'armée des mécontents ayant été défaite, et enfin dispersée en 1522, on ne fit nulle attention à leur demande, et l'on ne permit aux cortès de s'assembler que lorsque le trésor fût épuisé, et qu'il eût besoin de nouveaux fonds.

Mais l'esprit des cortès, quoiqu'abattu, n'était pas subjugué. Ils insistèrent, suivant leur ancien privilège, pour qu'on examinât d'abord les griefs qu'ils avaient à exposer, et qu'ils ne délibérassent qu'ensuite sur les subsides qu'ils pouvaient accorder. Charles les pria de ne pas perdre leur temps à des débats inutiles lorsqu'ils voteraient pour ces subsides, et leur protesta ne vouloir rien leur refuser de ce qu'ils demanderaient de raisonnable, pourvu qu'ils consentissent à sa de-



mande. En conséquence de cet engagement de sa part, ils votèrent indiscrètement quatre millions de ducats, somme à peu près égale à un demi-million sterling¹, payable en trois années; après quoi il se hâta de les renvoyer.

Ce fut là le coup mortel pour leur autorité; et depuis ce moment jusqu'à celui de leur dissolution finale, en 1647, les cortès ne peuvent être regardés que comme un accessoire du trésor royal.

Si, dans la suite des temps, les lumières se répandaient en Espagne, nous pouvons hardiment prédire que le peuple n'aurait ni la patience ni la volonté de consulter les vieux registres des cortès, pour savoir quels sont leurs droits, et à quel degré de liberté ils peuvent justement prétendre. Mais s'il voulait regarder en arrière, il rechercherait quels étaient leurs droits avant les temps féodaux, et trouverait leurs justes prétentions, non dans des chartres et concessions royales, mais dans la convention tacite entre le gouvernant et le gouverné, lorsque les liens de

¹ 12,000,000 de francs.

la communauté, civils et politiques, furent formés.

Le roi régnant, Charles III, n'a jamais été considéré comme un homme dont le génie fut plus qu'ordinaire; mais tous ceux qui le connaissent, admirent la bonté de son cœur; et réellement il est impossible de le voir sans lire sur sa physionomie le caractère de la bienveillance et de la vérité. Comme homme à principes, il regarde comme son premier devoir d'augmenter le bonheur de la nation sur laquelle il règne; et si quelquefois sa conduite a été peu d'accord avec ces principes; s'il a formé des alliances peu naturelles, sans nécessité ou dans la vue de grands avantages; s'il s'est trop vivement engagé dans une guerre pour la défense d'un de ses parens, c'est toujours par reconnaissance et par bonté de cœur qu'il a erré. En choisissant ses ministres, il n'a que le bien de ses sujets en vue; et on doit avouer que pour l'ordinaire son choix a été bien dirigé.

Son ministre actuel, le comte de Florida-Blanca, est un homme de grands talens, dont les intentions sont droites et l'activité infatigable. Son père était *escrivano episcopal* à

Murcie. Lui-même fut admis encore très-jeune dans la maison de Bénévente, comme avocat du duc d'Arcos, sous la protection duquel il devint fiscal, ou un des juges de Castille. Il se distingua dans cet emploi, en secondant les vues du comte d'Aranda, pour l'expulsion des jésuites, et en apaisant le tumulte qu'avait excité à cette occasion l'évêque de Cuença, qui était fortement attaché à ces pères intrigans. Après leur expulsion, il fut envoyé ambassadeur à Rome, où il acquit beaucoup de réputation en obtenant la sanction du pape, pour des mesures qui, par l'événement, se sont trouvées fatales au pouvoir papal. De Rome, il fut appelé par son souverain pour diriger ses conseils, tandis que le marquis de Grimaldi, qui avait été ministre, reçut l'ordre d'aller le remplacer auprès du Saint-Siège; et le comte d'Aranda qui, comme président du conseil et capitaine général de Castille, avait été tout puissant, fut envoyé ambassadeur à Paris, après avoir rendu les plus importans services à son pays.

Le nouveau ministre n'oublia pas ses amis. Il a montré dans toutes les occasions une grande affection pour la maison Bénévente,

et a prouvé qu'il conservait un souvenir reconnaissant de la protection qu'il en avait reçue à son entrée dans le monde.

Etant à Cuença, il avait logé dans la maison de D. Pedro de Lerena, un de ces favoris de la fortune qui, sans prétentions naturelles, avec peu d'énergie et encore moins de mérite, parviennent aux places les plus élevées, et jouissent de toutes les douceurs que les biens peuvent procurer :

*Quales ex humili magna ad fastigia rerum
Extollit, quoties voluit fortuna jocari.*

JUVÉNAL.

D. Pedro de Lerena, fils d'un pauvre aubergiste de Valdémoro, fut mis comme apprenti chez un forgeron, qui demeurait vis-à-vis la maison de son père. Dans un moment de bonheur, il épousa une riche veuve de Cuença; et par le crédit de sa famille, il obtint quelque petit emploi dans cette ville. Il eut là le heureux hasard de recevoir chez lui Moñino, maintenant comte de Florida-Blanca, et de se mettre bien dans son esprit. Lorsque le comte prit les rênes du gouver-

nement, il n'oublia pas son ami, et saisit la première occasion de lui être utile. Sous un protecteur aussi puissant, Lerena devint agent dans l'armée de Minorque : après la conquête de cette île, il accompagna le duc de Crillon à Gibraltar, avec le même emploi, et à la fin de la guerre, il fut nommé intendant d'Andalousie, et assistant de Séville. Tant qu'il occupa cette place, il se procura, d'après la coutume du pays, des certificats de bonne conduite de tous les corps, civils, militaires et ecclésiastiques, et de tous les individus qui jouissaient de quelque considération ; ces certificats, soumis à l'inspection du roi, lui procurèrent, à la mort de D. Miguel de Musquiz, le département important des finances et de la guerre.

La famille des *Galvez*, également heureuse, était toute composée d'hommes supérieurs. D. Joseph de Galvez, marquis de Sonora, et ministre des Indes, était d'une famille pauvre des environs de Malaga : par ses rares talens, il s'éleva aux plus hautes dignités, lui et sa famille. Ses deux frères conduisaient des *boricos*, et étaient appelés *Tio*, ce qui répond à oncle ou compère ; cepen-

dant l'un d'eux devint vice-roi du Mexique, et à sa mort son fils lui succéda.

D. Antonio Valdes, ministre actuel de la marine, ne doit qu'à son mérite la place élevée qu'il occupe. Il se distingua dans l'armée navale comme capitaine et comme commodore ; et l'on verra combien la nation doit à son habileté singulière et à son application surnaturelle, lorsque en décrivant Cadix je parlerai de la marine, et montrerai l'accroissement de la puissance navale de l'Espagne. Avant d'avoir visité les ports de mer, je ne pouvais pas me former une idée de la supériorité de ses talens, par conséquent je profitai peu de la permission que j'eus de l'approcher.

J'ai déjà parlé du *comte de Campomanes*. Tous ceux qui ont l'honneur d'être admis auprès de lui, admirent l'étendue de ses connaissances, qui embrassent toutes les sciences, et la bonté de son cœur, qui tourne tous ses talens vers un seul objet, la prospérité de son pays. Il brille dans toutes les parties : mais il excelle particulièrement dans la connaissance des lois, de l'histoire et de l'économie politique. Il ne doit son élévation qu'à lui-même, et à la voix de toute la nation.

Un Anglais doit être surpris de voir les places les plus importantes remplies par des hommes qui ont été pris dans les conditions les plus obscures, et de ne pas trouver parmi eux un seul homme de naissance, et sur-tout pas un grand d'Espagne. Ceux-ci sont précisément où ils doivent être : gentilshommes de la chambre, chambellans, écuyers ; placés près du trône, ils partagent sa splendeur, tandis que les peines et la responsabilité pèsent sur d'autres, qui sont mieux en état d'en soutenir le fardeau. En Angleterre c'est bien différent, les gens de condition sont, dès leur enfance, élevés dans les sentimens d'une noble ambition ; ils en prennent les principes à l'école ; et lorsqu'ils entrent dans la chambre des communes, ils voient que le seul moyen d'obtenir de la considération et du pouvoir, est de se distinguer par leur application et leurs connaissances. Cet aiguillon agit si puissamment sur eux, qu'en dépit de leurs richesses et des honneurs héréditaires dont ils jouissent, plusieurs des plus grands hommes et des ministres les plus capables se trouvent être des individus qui appartiennent à la principale noblesse.

En Espagne, au contraire, rien n'est plus engourdi que les hommes d'une haute naissance. Satisfaits des biens et des honneurs dont ils ont hérité, les grands ne vivent plus que pour la sensualité, et ils dégènèrent continuellement. L'éducation est en général si négligée, que les principaux ministres trouvent difficilement à se procurer des hommes capables de remplir les emplois les plus ordinaires.

Lorsque mon ami D. Eugenio Izquierdo revint de Paris, où il était allé acquérir l'instruction nécessaire pour soigner le cabinet royal d'histoire naturelle, dont il fut nommé directeur à la mort de Davila, on désira qu'il dressât immédiatement un catalogue de cette collection, pour prouver à l'univers que l'Espagne n'était pas en arrière des autres nations dans cette branche intéressante des sciences, et pour qu'il put contribuer par là à effacer le reproche que M. Masson avait fait à la nation. Il méditait sur la manière de s'acquitter de cette commission; mais avant de pouvoir commencer l'arrangement de son cabinet, il fut forcé d'aller apprendre l'art de la teinture, et surveiller la manufacture de draps à Gua-

dalajara, où tout était en désordre, et où chaque partie exigeait une réforme.

Suivant la maxime d'un philosophe estimable, *un homme sage sait tout*, il peut être mécanicien, comme homme d'état; il est certain qu'avec le temps il peut être propre à ces deux objets. Mais quelque aptitude qu'eût mon ami pour son nouvel emploi, il ne pouvait pas, sans danger, se présenter à Guadalajara; car du moment qu'il s'y montra, il se trouva dans un nid de frelons. Tous ceux qui avaient été accoutumés à manger le pain de l'oïveté, et à recevoir leur salaire en négligeant leur ouvrage, ou à partager entr'eux le pillage de l'état, devinrent ses ennemis; et à ce que j'ai appris, ils ne l'abandonnèrent que lorsqu'après deux ans de persécutions ils l'eurent forcé de se retirer.

Son ami Angulo, élevé par lui à Paris pour cultiver l'histoire naturelle, car il avait l'ambition d'être vice-directeur du cabinet, ne fut pas plutôt revenu à la cour, qu'il fut nommé professeur de chimie, et reçut ordre de se préparer à faire un cours l'hiver suivant. Étonné de cet ordre, il s'informa dans quel laboratoire, et avec quels appareils on voulait

qu'il donnât ses leçons; on lui répondit que l'on allait poser les fondations du laboratoire, et que c'était à lui à donner des ordres pour faire préparer les appareils. Mais avant d'avoir eu le temps de se reconnaître, il fut envoyé par le ministre des finances pour surveiller les travaux d'une mine de plomb à Linares. M. Angulo s'en acquitta à la satisfaction du ministre, et fut nommé directeur général de toutes les mines d'Espagne. Il fut envoyé en cette qualité à Riotinto, où je m'engageai à l'aller rejoindre; mais lorsque je fus près de cet endroit, j'appris qu'il avait été envoyé dans une autre partie du royaume pour inspecter une mine qu'on supposait être de cinabre. Des échantillons de ce minéral furent envoyés au ministre des finances, avec le mercure qu'on en avait extrait, et qui était très-abondant; on conçut à Madrid les espérances les plus flatteuses sur les richesses que cette nouvelle découverte procurerait. Malheureusement ce n'était qu'une tromperie; et mon ami, très-mortifié d'abord de ne pouvoir découvrir la moindre trace de mercure, fut enfin assez heureux pour arracher une confession de l'imposteur, qui lui avoua les moyens

dont il s'était servi pour imposer au ministre, dans l'espérance d'obtenir la direction de cette riche mine.

D. Joseph Clavijo avait été directeur du théâtre du roi ; mais lorsqu'on eut besoin de quelqu'un capable de conduire une des imprimeries publiques , il fut nommé à cet emploi ; et comme il était homme de lettres , il s'en acquitta à la satisfaction de la cour. A la mort de M. Davila , lorsque D. Eugenio Izquierdo devint principal directeur du cabinet , et qu'on eut besoin d'un vice-directeur pour lui succéder , le ministre des finances jeta les yeux sur Clavijo , et je suis persuadé qu'il le trouvera capable de s'occuper de divers objets. Clavijo a déjà traduit les ouvrages du comte de Buffon ; et si on ne le dérange pas dans ses fonctions , on peut espérer , d'après son application et ses talens , qu'il fera des progrès rapides dans la science de l'histoire naturelle. Cependant telle est la rareté des hommes instruits , que selon toutes probabilités M. Clavijo ne tardera pas à être chargé de quelque nouvel emploi.

Pendant l'hiver que je passai à Madrid , je cultivai la connaissance du colonel Nodin ,

officier italien au service espagnol, et distingué par ses connaissances en algèbre. Cet homme eut le bonheur d'attirer l'attention du ministre, et fut chargé d'aller améliorer la navigation de l'Ebre à Tortose, où elle rencontrait des difficultés presque insurmontables. Il se préparait à partir lorsque je quittai Madrid, et j'avais l'agréable espérance de le retrouver au lieu de sa destination; mais lorsque j'y arrivai, j'appris qu'il avoit été envoyé dans le nord de l'Espagne pour faire un chemin pour lequel le ministre des finances avoit jugé que les calculs algébriques pourraient être fort utiles.

En parlant des hommes les plus distingués de Madrid comme tenant des emplois de la cour, il seroit inexcusable de passer sous silence les deux frères Yriarte qui, pour le goût, le jugement et les connaissances, trouveraient peu de personnes au-dessus d'eux dans les pays les plus éclairés. D. Bernardo à une place dans les finances, mais son frère est un homme de lettres.

Il fut un temps où l'apothicaire D. Casimiro Gomez étoit la seule personne en état d'enseigner la botanique, la chimie, la miné-

ralogie, ou l'histoire naturelle ; mais il a vécu assez long-temps pour avoir plusieurs rivaux de sa renommée, sans en excepter sa science favorite dans laquelle il excelle.

D. Antonio Solano, professeur de physique expérimentale, mérite d'être distingué pour la clarté et la précision de ses démonstrations ; mais malheureusement, quoiqu'il donne ses leçons gratis, tel est le manque de goût pour les sciences à Madrid, que personne n'y assiste.

La reconnaissance, ainsi que la plus haute vénération, exigent que je parle de *D. Francisco Bayer*, premier bibliothécaire de sa majesté et ci-devant précepteur de l'infant *D. Gabriel*, prince qui occupe un rang célèbre dans les lettres par son élégante traduction de *Saluste* ; on voit évidemment dans cet ouvrage la main du maître, mais on dit que l'élève mérite sa part des louanges.

La dernière personne dont je parlerai, comme distinguée par ses talens, quoique ce ne soit pas celle qui mérite le moins d'être citée, c'est *Juan Bautista Muñoz*, historiographe du roi, avec une commission spéciale d'écrire la conquête d'Amérique. Ce savant

m'honora de son amitié et me permit d'examiner tous ses manuscrits. Il a été sept ans à rassembler ses matériaux ; à cet effet il visita toutes les parties de l'Espagne où résident les familles et les descendans des premiers voyageurs, ou bien où l'on conserve des documens publics. Ses collections étaient volumineuses, et je ne doute pas qu'elles ne soient données au public avec cette impartialité qui convient à un historien , et avec ce degré d'élégance qu'on peut attendre d'un auteur d'un mérite aussi distingué. C'est un homme qui a des idées saines , qui est bon littérateur et connaît parfaitement les meilleurs historiens de Grèce et de Rome. On peut donc attendre de lui, non-seulement quelque chose de nouveau , mais encore quelque chose de très-intéressant et qui pourra, comme je puis me hasarder à le dire , laver le caractère national des reproches de cruauté dont on l'a chargé , et en rejeter la faute sur la rapacité d'aventuriers avides et sans discipline.

Si le docteur Robertson, ou son ami M. Waddilowe, avaient su où trouver ces documens , et avaient employé sept années à rassembler leur collection , l'ouvrage du premier

aurait été beaucoup plus digne du public. Il a cependant bien saisi le fond du sujet ; et lorsque ces nouveaux matériaux paraîtront, il les emploiera avec avantage ; il assurera par l'habile disposition des objets, et la grâce particulière de son style, la réputation que ses premiers écrits lui ont acquise ; et si nous pouvons nous servir de cette expression, il posera la dernière pierre au temple de sa gloire.

Lorsque je fus sur le point de quitter Madrid, je m'adressai à mon vieil ami Canosa, et le priai, en riant, de me procurer des lettres de recommandation pour les provinces méridionales. Il me promit que j'en aurais ; mais je priai, en outre, M. Liston de demander au comte de Florida - Blanca une lettre pour Murcie, lieu de sa naissance. Le comte s'informa obligeamment qu'elle route je comptais prendre ? et peu de jours après, il m'envoya des lettres pour tous les gouverneurs de provinces et pour quelques-unes des personnes les plus distinguées de toutes les villes où je devais passer.

Il ne me restait donc autre chose à faire, qu'à chercher des compagnons de voyage, et à louer une voiture.

Je me procurai en même-temps tous les passeports convenables, l'un de notre ministre, un autre du comte de Campomanes, et un troisième de mon digne ami Escazano. Le premier était pour la forme, mais les deux derniers pouvaient m'être très-essentiels, et m'ont été en effet très-utiles dans plusieurs occasions. Je me fis de même présenter à l'inquisiteur général, non - seulement pour satisfaire une simple curiosité, mais aussi afin que, dans le cas où je pourrais avoir besoin de sa protection, mon nom ne lui fut pas tout-à-fait inconnu.

VOYAGE

DE MADRID A SÉVILLE.

LORSQUE le 15 février 1787, jour de notre départ, fut arrivé, nous entrâmes dans notre *coche de colleras*, attelé de sept mules; et passant par Valdemoro, nous arrivâmes le soir à Aranjuez.

Valdemoro est une ville qui renferme dix-neuf cent trent-huit habitans et deux couvens. Nous y vîmes une manufacture royale de bas, établie dernièrement par le ministre des finances, qui a voulu honorer ainsi le lieu de sa naissance. Les métiers y sont au nombre de cent environ; mais ils ne sont pas tous employés. Les bas sont très-faibles et mal tissés; la laine est à deux fils et n'est pas bien filée. Un bon ouvrier peut gagner, dans cette manufacture, douze réaux par jour, ou environ 2 s. 4 $\frac{1}{2}$ d. (3 francs).

Comme le pays que je parcourais n'était

pas nouveau pour moi, mes compagnons de voyage attirèrent principalement mon attention. Je connaissais déjà l'un d'eux, M. Séguier, français, capitaine au service d'Espagne; je l'avais rencontré plusieurs fois chez les ducs de la Vauguion et de Berwick. Les deux autres étaient le colonel Davila, espagnol, arrivé depuis peu du Mexique, et un officier de marine. Le premier allait à Malaga, le second à Cadix: comme ces messieurs avaient fait souvent cette route, ils connaissaient les endroits où il fallait faire ses provisions, et où l'on pouvait se procurer du bon vin; aussi ne manquâmes-nous de rien de ce qu'on peut se procurer avec de l'argent.

L'auberge d'Aranjuez est très-grande; elle contient quarante-quatre lits, tous très-propres et très-bons. C'est une propriété royale, et le roi en retire un revenu de cinquante-quatre mille réaux, ou 540 liv. sterl. par année (13,500 francs).

Le lendemain, nous traversâmes *Scana*, ville considérable, à deux lieues d'Aranjuez et à neuf de Madrid. Elle renferme quatre paroisses, quatre mille huit cent quatre-vingt-six âmes et dix couvens. Comme il était trop

de bonne heure pour penser à se reposer, nous fîmes encore quatre lieues pour arriver à la *Guardia*; et quoique ce ne soit pas un endroit où l'on s'arrête habituellement, nous y fûmes très-bien traités. Le pays est assez uni depuis Madrid; le sol est sablonneux, et le roc est de gypse. La principale production de la terre consiste en blé, avec quelques vignes et quelques oliviers. Comme nous nous trouvions dans la fameuse contrée appelée la *Manche*, il n'est pas surprenant que nous ayons cherché à apercevoir ses moulins à vent. Ce pays étant dépourvu de courans d'eau pour moudre les grains, nous trouvâmes, ainsi que nous nous y attendions, des moulins à vent dans le voisinage de chaque village. L'on n'y a point de bœufs, et on ne se sert que de mules ou d'ânes pour tout ce qui tient à l'agriculture.

La *Guardia*, jadis place forte, fut longtemps défendue par les Maures; mais elle paraît maintenant sur le point de tomber en ruine. On y compte encore environ mille familles qui, suivant le rapport fait au gouvernement, comprennent trois mille trois cent quarante-quatre personnes; mais dans le fait, il y a plus de trois mille communians et environ

huit cents enfans au-dessous de l'âge requis pour prendre part au sacrement. On n'y voit pas d'autre manufacture que celle de salpêtre, qui n'est pas considérable : de là vient la pauvreté et la misère de cet endroit. Les terres sont divisées en petites parties; la rente se paye en blé. Le propriétaire le plus fort est D. Diégué de Plata.

L'église est un beau bâtiment bien proportionné; les autels sont la plupart nouveaux et simples. Il y a dans une chapelle plusieurs bonnes peintures d'*Angelus Nardi*.

Nous fîmes encore deux lieues après midi pour aller coucher à *Templeque*, ville d'environ deux mille familles, mais qui passe pour ne contenir que quatre mille quatre cent dix-huit ames, onze églises paroissiales, une chapelle et un couvent. Ce qu'elle a de plus remarquable est une manufacture de salpêtre, qui emploie quarante hommes en hiver et soixante en été, et dont le produit est de six mille *arrobas* par an. Le directeur est un homme très-intelligent : il me dit que, malgré la plus stricte économie, les dépenses de l'établissement se montaient à six cent mille réaux, c'est-à-dire, environ quatre réaux, ou à peu près neuf

pences $\frac{1}{2}$ par livre (95 centimes), dont, suivant ses calculs, la main d'œuvre ne coûte pas plus d'un penny (10 centimes); ainsi les huit pences et demi de reste sont absorbés par le combustible, les fourneaux, la direction, l'intérêt des capitaux et autres dépenses accidentelles. Si nous appliquions ce calcul à la manufacture de Madrid, combien cette perte, que j'ai déjà fixée plus haut, ne paraîtrait-elle pas plus forte pour ces travaux en grand, dans des lieux où le combustible est si rare!

Ce directeur m'apprit encore qu'il prenait toute sa terre dans des endroits sur lesquels on avait laissé des substances animales et végétales dans un état de putréfaction¹.

Le samedi, 17 février, nous traversâmes *Camunas*, misérable village qui contient environ trois cents chaumières; puis nous arrivâmes à *Las Ventas de Puerto Lapiche*, après avoir fait vingt-deux lieues en trois jours.

Le pays est plat, et la vue au nord très-étendue; mais avant que d'atteindre *Las Ventas*, nous avons perdu de vue les montagnes cou-

¹ On dit même qu'il y a des terrains que l'on fume et que l'on laboure à plusieurs reprises, uniquement pour les laver, et ensuite en tirer le salpêtre.

vertes de neige, qui séparent les deux Castilles. Lorsque l'air est serein, et qu'on se trouve à une élévation convenable, je crois qu'on peut les apercevoir à plus de cent milles. Le sol est un sable léger et quartzeux, et le roc est de granit. On laboure les terres avec deux ânes ou deux mules; et par-tout où elles sont arrosées par des *norias*, elles produisent une grande quantité de blé. Le vin est excellent et très-abondant. Le village de *Lapiche* est misérable, et ses habitans ont l'air à moitié morts de faim; cependant les champs d'alentour ne peuvent jamais souffrir du manque de pluie, car dans l'espace d'environ soixante acres, je comptai plus de trente *norias*.

La *Venta* est dans l'ancien genre espagnol; elle a cent cinquante pieds de long, indépendamment d'un hangard ou appentis qui y communique, elle n'a pas plus de dix pieds de large; à une des extrémités, est une cheminée qui sert de cuisine, elle a dix pieds en carré, avec le foyer au milieu, et est entourée des trois côtés de bancs, sur lesquels les muletiers s'asseyent dans le jour, et dorment pendant la nuit; ce foyer n'est point séparé d'une longue écurie; l'ensemble rap-

pèle le temps de cette simplicité primitive, lorsque le toit hospitalier,

Ignemque, laremque

Et pecus et dominos communi clauderet umbra.

JUVÉNAL.

Tout auprès est une basse-cour, au milieu de laquelle se trouve un puits, et à un bout un hangard pour les charrettes et les voitures. La chambre à coucher est au-dessus de l'écurie; et, suivant la coutume, nous entendîmes, ou nous aurions pu entendre toute la nuit, le tintement des sonnettes de nos mules, au moins aussi long-temps qu'elles mangèrent.

Avant que d'aller nous coucher, nous entrâmes en marché avec un curé pour nous dire une messe de bonne heure le lendemain. Il demandait seize réaux (4 francs); mais enfin le marché fut conclu à huit. S'il eût persisté dans sa prétention, nous eussions été obligés de céder; car les dimanches, dans les pays catholiques, il est indispensable d'entendre une messe, et il nous aurait peu convenu de nous arrêter en chemin.

De la *Venta*, nous descendîmes dans une vaste plaine, bornée de tous côtés par de

hautes montagnes, et produisant des olives, du blé et du safran¹. Après huit lieues de route, nous arrivâmes à Manzanarès. Tous les voyageurs que nous rencontrâmes étaient bien armés; et trois croix funèbres nous prouvèrent que leurs craintes n'étaient pas sans fondement. Quoique ce fût un dimanche, plusieurs charrues étaient à l'ouvrage. Les champs sont arrosés par de nombreuses *norias*.

Manzanarès contient dix-huit cents familles, formant six mille sept cent soixante-huit âmes, proportion qui montre suffisamment leur pauvreté. Les maisons sont bâties avec de la boue; les pauvres sont presque nus. Nous vîmes dans l'église quatre bons tableaux.

Le château, avec un domaine considérable et les dîmes, appartient au chevalier de Calatrava; elles sont perçues par l'infant D. Antonio, qui en tire un revenu de trente mille ducats, ou 3,295 liv. sterling par année². Nous examinâmes le château; nous vîmes les vastes greniers du domaine; nous goûtâmes différentes sortes de vins très-bons. Le maître

¹ On cultive beaucoup le safran dans toute la Manche, et il fournit un article d'exportation important.

² 78,000 francs.

d'hôtel en envoie à la cour pour la table de l'infant, une qualité qui me parut être, sans exception, le meilleur vin d'Espagne; il réunit le bouquet agréable du meilleur vin de Bourgogne, au corps et à la force du vin de Porto¹. Après avoir fait l'éloge du vin, et remercié le maître d'hôtel de toutes ses civilités, nous continuâmes notre promenade jusqu'à la nuit: étant alors revenus à l'auberge, nous eûmes le plaisir d'y trouver plus de trois gallons (douze bouteilles) de ce nectar, déposées déjà dans nos *botas* ou bouteilles de cuir pour le voyage. Malheureusement les deux cochers ne tardèrent pas à reconnaître toute son excellence; et, avec leur aide, nous finîmes en un jour une provision qui, je l'avais cru, devait nous durer trois jours.

La *Posada* est meilleure et plus grande qu'elles ne le sont ordinairement; on y trouve trente-deux lits, tous au rez-de-chaussée. Le

¹ Je suis porté à croire que ce vin, dont parle l'auteur anglais, ressemble au vin de Val-de-Penas, dont le cru n'est pas très-éloigné. Ce vin est digne des éloges des amateurs; et tous ceux qui ont voyagé en Espagne, s'accordent à le vanter comme un des plus exquis que l'on puisse boire.

bâtiment a environ cent quatre-vingt pieds de longueur, sur trente-six ou quarante de largeur, avec un long espace au milieu pour les remises et les écuries, dont la cuisine est à peine séparée par une légère cloison. Les chambres à coucher à droite et à gauche sont de seize pieds sur quatorze, et garnies chacune de quatre lits, suivant la mode espagnole.

Le lundi, 19 février, nous quittâmes de bonne heure Manzanarès, et après quatre heures de route dans un pays uni, nous arrivâmes à Val-de-Peñas pour y dîner. Le sol est un sable mêlé de gravier, qui produit quelques oliviers, beaucoup de vignes, mais surtout du blé. Les *norias* sont bien construites, et la grande roue est en fer au lieu d'être en bois.

Val-de-Penas est fameux par son bon vin, qu'on envoie sur-tout à Madrid; mais si jamais la navigation est ouverte de cet endroit à Séville, comme on en a le projet, ce vin, ainsi que plusieurs autres que l'on récolte dans la Manche, pourraient arriver en Angleterre, et y seraient fort recherchés.

Ensuite nous traversâmes *Santa-Cruz*, puis nous commençâmes à monter au milieu de hautes montagnes incultes, jusqu'à la Con-

ception d'Almuriadel, où nous nous arrêta-
mes. Ce petit village, de trente-six familles,
est le premier que nous eussions rencontré
dans les nouveaux établissemens de la Sierra-
Morena; il fut bâti en 1781.

L'auberge entoure une cour de quatre-
vingt-dix pieds sur cinquante, avec une re-
mise contiguë de cent cinquante pieds sur
quarante, et des écuries proportionnées. Les
chambres sont bien disposées; chacune a une
cheminée et deux alcoves pour les lits. Au-
dessus sont les appartemens de l'adminis-
trateur, de son adjoint, et de ses domestiques,
avec de vastes greniers et un corridor qui
établit les communications nécessaires. Tout
est ici administré pour le compte du roi;
aussi fait-on peu d'attention aux voyageurs.
Ce fut pour la première fois en Espagne que
l'on me donna des draps sales; mais sur mes
représentations, l'administrateur alla m'en
chercher une paire de propres des siens.

Chaque colon possède quatre-vingt-dix *fanegas* de terre, en emphytéose, ou en mou-
vance de fief, pour lesquels il ne paye que les
dîmes au roi et douze *quartos*, ou environ trois
sch. (30 c.) de redevances pour la maison.

Santa - Elena est principalement peuplé d'Allemands. Nous vîmes dans le voisinage un grand nombre de chaumières éparses, suivant le plan recommandé par l'abbé Raynal; mais ces colons ont bientôt découvert que cet auteur semblait avoir oublié que l'homme est plus heureux en société; aussi ont-ils abandonné ce mode d'établissement pour former des villages.

Le pays est bien cultivé; cependant on y a laissé un si grand nombre d'arbres, qu'à une petite distance, on le prendrait pour une vaste forêt. On laboure ici avec des vaches, et cette opération se fait avec promptitude. Dans cette partie de l'Espagne, comme dans toute l'Andalousie et dans la Manche, le lait, le beurre et le fromage, paraissent n'avoir aucune valeur, ou du moins on peut dire que dans ces provinces, il n'y a point de laiterie; on se contente de traire les vaches. Le *gaspacho* paraît remplacer le lait de beurre et le petit lait pour les paysans qui, pendant les chaleurs de l'été, ne se nourrissent presque que de ce mélange de *pain*, de *vinaigre* et d'*huile*. On ne peut pas douter que dans une contrée où l'agriculture fait des progrès, les habitans n'apprennent bientôt à tirer profit de leur lait.

Nous vîmes dans une chaumière des perdrix apprivoisées ; on les dresse comme les canards dont on se sert pour en attirer d'autres.

Nous trouvâmes du granit dans les plus hautes régions de la Sierra ; mais à mesure que l'on descend , le schiste paraît de nouveau ainsi que la pierre calcaire et le gypse.

Nous atteignîmes , à midi , *la Carolina* , chef-lieu de ces établissemens nouveaux. Leur fondateur, D. Pablo de Olavidès , est natif du Pérou : comme il était protégé par le comte d'Aranda , il fut fait d'abord syndic de Madrid et ensuite *assistente* de Séville. Pendant qu'il occupait cet emploi , il conçut le projet d'introduire l'agriculture et les arts dans les montagnes désertes de la Sierra , où la rapine et la violence avaient depuis des siècles établi leur domicile ; la difficulté était de se procurer des colons. Un nommé Turrigel , natif de Bavière , s'engagea pour six mille ouvriers ; mais , au lieu d'hommes connaissant l'agriculture , il n'amena que des vagabonds qui , ou moururent , ou se dispersèrent sans avancer l'entreprise pour laquelle ils avaient été amenés avec des frais énormes.

On invita alors des agriculteurs de toutes les parties de l'Allemagne, etc. Pour encourager cette émigration, chaque nouveau venu recevait, à son arrivée, une certaine quantité de terre, une maison, deux vaches, un âne, cinq brebis, autant de chèvres, six poules et un coq, une truie pleine, une charrue et une pioche, avec d'autres avances de moindre valeur. Ils commencent avec cinquante *fanegas* de terre, de dix mille pieds en carré chacune; et lorsqu'ils les ont cultivées, ils en reçoivent encore cinquante, franchises de toute impôt et redevances pour les dix premières années; après ce temps leur terre n'est soumise qu'aux dîmes royales. Aucun propriétaire ne peut aliéner sa portion de terre à quelqu'un qui en possède déjà une, afin que ces fermes ne puissent devenir ni trop considérables, ni trop petites. On ne permet pas non plus aux colons de s'établir près des marais et des eaux stagnantes.

Le sol aux environs de la Carolina est principalement composé de sable, et le roc est ou de pierre calcaire ou de gypse. Ce terrain produit des oliviers, de l'huile, du vin, de la soie, du froment, de l'orge, de l'avoine,

du seigle , des pois , du maïs et des lentilles.

Comme il n'y a point de manufactures , les habitans ne trouvent point tous à s'occuper ; de là vient que ces nouveaux établissemens fourmillent de mendians à peu près nuls.

D'après le rapport fait au gouvernement , il paraît que le nombre des habitans de la Sierra-Morena se monte à deux mille trois cent quatre-vingt-huit hommes non mariés ; dix-sept cent vingt-quatre femmes non mariées ; seize cent vingt hommes mariés ; seize cent neuf femmes mariées ; trois cent dix-huit veuves ; deux cent neuf veufs ; en tout sept mille huit cent soixante-huit individus , dont dix-sept cent quatre-vingt-quatre agriculteurs , quatre cent onze journaliers , cent soixante-douze artisans , trois cent soixante-six domestiques et cent dix-huit employés du gouvernement.

Si on considère que tous les colons ont été rassemblés et établis en moins de dix ans , on ne pourra qu'admirer le zèle d'Olavidès. On a fait venir ces hommes de différens pays , avec des frais énormes ; ils jouissent de privilèges particuliers , et cependant la colonie est loin de prospérer. On doit en chercher la rai-

son soit dans le climat, le sol, le gouvernement, les mœurs de ce peuple, ou dans le manque d'un marché pour le superflu de leurs denrées.

Il est reconnu qu'aucun pays ne peut-être bien peuplé si le climat y est malsain, si le sol est stérile, si on y manque de blé, de bétail, ou de bois de chauffage; mais dans la Sierra-Morena on connaît peu de maladies, à l'exception de la fièvre tierce : le sol est certainement fertile en fruits et en herbages, et il est garni de bois. En supposant que le gouvernement d'un pays est faible ou vicieux, les cultivateurs qui ne sont plus assurés de se voir protéger eux et leurs propriétés, ne tardent pas à les abandonner, quelque fertile que le sol puisse être. Si les mœurs sont corrompues, la population n'augmentera pas; les naissances ne rempliront pas les vides causés par les décès; et pour soutenir la population, on sera obligé d'appeler des émigrés des nations plus populeuses. Mais aucune de ces causes ne fait languir l'établissement de la Sierra, car le peuple s'y gouverne lui-même, c'est-à-dire, cinq villages s'unissent pour choisir un sénat qui est chargé de l'administration

temporelle et spirituelle; et quant au luxe et aux vices qui en sont la suite, ils y sont encore inconnus. C'est donc au manque d'un marché que nous devons attribuer le peu de prospérité de cette colonie nouvelle et isolée.

Ces principes brièvement exposés, sont confirmés par l'expérience de toutes les nations. Lorsqu'un pays comme l'Amérique se trouve dans des circonstances favorables, le nombre de ses habitans peut doubler au moins tous les vingt-cinq ans. Toutes les fois donc que la population, au lieu de s'accroître, ne fait point de progrès, ou rétrograde, on peut être assuré que si on en cherche les causes, on en découvrira quelque'une de celles que nous venons de mentionner.

Nous trouvâmes de bonnes chambres à la *posada* de la Carolina; elle est tenue par un français; nous y fûmes traités somptueusement. C'était le vingt février et nous mangeâmes des choux-fleurs et des petits pois.

Le peuple étant ici sujet à des fièvres intermittentes qui, lorsqu'elles sont négligées, deviennent putrides, je cherchai dans les environs de l'eau stagnante ou des marais, mais je n'en trouvai point; je suis donc convaincu

que ces maladies peuvent avoir d'autres causes que celles qu'on leur assigne ordinairement.

Le chemin qui traverse la Sierra est excellent, mais tout ce qui est au delà est dans l'état de nature.

A environ deux lieues de la Carolina on trouve *Guadaroman*, village qui contient cent familles, lesquelles possèdent chacune cinquante *fanegas* de terre. Il est situé sur une pente douce, à côté d'un ruisseau et sur un sol fertile, entremêlé de champs de blé et de petits massifs de chênes-verts. Les montagnes éloignées sont agréablement variées dans leurs formes et couvertes de bois. Le sol est sablonneux et les arbres sont vigoureux; cependant les habitans souffrent beaucoup des fièvres intermittentes. Il n'y a point de bœufs dans ce pays, et le mouton s'y vendait dix-sept *quartos*, ou quatre sch. trois deniers¹ la livre de trente-deux onces, et le pain la moitié de ce prix.

La plupart des habitans sont des Allemands qui, par leur industrie et leur frugalité, font honneur à leur patrie.

En nous éloignant de cette petite colonie

¹ 47 centimes.

nous perdîmes de vue tout indice quelconque d'habitations humaines ; mais en approchant de *Bailen* nous traversâmes d'immenses plantations d'oliviers, qui appartiennent, ainsi que ce village et une grande étendue du pays adjacent, à la comtesse de Peñafiel. En passant nous vîmes Baños et son château qui domine sur une grande étendue de pays. Après avoir quitté Bailen, nous entrâmes dans une forêt, et vîmes au sommet d'une colline une croix funèbre ; puis, en laissant à droite *Hoguega* et son château, nous arrivâmes à la *Venta de Sequaca* ; et après dîné nous continuâmes notre route à travers de vastes forêts de chênes-verts ou de grandes plantations d'oliviers et arrivâmes à Andujar. Par-tout où le roc était à découvert par les ravages des torrens, il me parut être de granit dur, rouge ou blanc.

Andujar est situé dans une plaine fertile et bien cultivée. On y compte six mille huit cents familles, cinq églises paroissiales et dix couvens ; mais il n'y a point de manufactures. Le château porte les marques d'une grande antiquité ; il fut pris sur les Maures, en 1225, par Ferdinand III, surnommé le *Saint*.

Le jeudi, 22 février, à cinq heures du matin, nous quittâmes Andujar, et après avoir traversé le pont sur le Guadalquivir et être entrés dans une plantation d'oliviers, mes compagnons armèrent leurs pistolets et se tinrent à la portière, tandis qu'un soldat armé de son fusil marchait à nos côtés; les cochers reçurent aussi l'ordre d'arrêter au premier instant qu'ils apercevraient quelqu'un. Je crois que ces précautions étaient inutiles, car on savait que nous étions bien armés; mais comme on avait commis plusieurs vols dans les environs de la ville, ces messieurs crurent prudent d'être sur leurs gardes. Au point du jour, comme nous avancions dans un pays plus ouvert, les craintes se dissipèrent et les pistolets furent désarmés.

Toutes les montagnes que nous traversâmes et qui bordent la rivière au nord, sont couvertes de gravier calcaire uni et rond et de quelques silex; mais en approchant de *Del Carpio*, le roc paraît formé de grès siliceux et de mica, qui proviennent évidemment de granits décomposés.

Del Carpio comprend sept cent cinquante maisons, avec un vieux château, une maison